

DELEGATIONS CONSENTIES A LA COMMISSION PERMANENTE (HORS COMMANDE PUBLIQUE)

I. DISPOSITIONS COMMUNES A L'ENSEMBLE DES DOMAINES DE COMPETENCE DU DEPARTEMENT

Les délégations consenties ne s'appliquent pas aux dossiers présentant un enjeu majeur de politique départementale, par exemple les projets particulièrement innovants ou structurants pour le territoire, qui demeurent de la seule compétence du Conseil Départemental.

1. Dispositions génériques

- Attribution d'un avantage financier (*investissement et fonctionnement*), dans la limite des crédits inscrits au budget et des principes fixés par le règlement financier
 - dans le respect des critères d'intervention, soit définis, soit reconnus (*lorsque le Département agit "pour le compte de"*) par le Conseil Départemental, soit imposés par les textes (*code de la construction et de l'habitation, par exemple pour les aides à la pierre*), portant sur l'objet de l'aide, ses bénéficiaires potentiels, son périmètre géographique d'application, la nature des opérations qu'elle finance, ainsi que son montant ou son taux
 - ou hors critère, dès lors qu'il existe un intérêt départemental et qu'il est rendu nécessaire pour l'application des délibérations du Conseil Départemental
 - * pour des projets présentés par des personnes de droit public ou privé œuvrant dans le champ d'intervention du Département
 - * ou pour des projets entrant dans le cadre de schémas et/ou plans départementaux (*ex : plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées ou schéma départemental d'accueil des gens du voyage ...*) relevant de compétences du Département
 - * ou pour les manifestations et colloques organisés localement

Par avantage financier, il faut entendre : subventions, fonds de concours, allocations, primes, secours, bourses, avances, prêts, aides individuelles, souscriptions, indemnités, cotisations, mise à disposition ...

- Approbation, modification, résiliation des conventions et contrats ainsi que des avenants à ces conventions et contrats, avec toute personne physique ou morale, de droit public ou privé, ou étrangère, soit pour le versement d'un soutien financier (*investissement et fonctionnement*), soit qui n'emporte aucun engagement financier, rendus nécessaires pour l'application des délibérations du Conseil Départemental

Par convention et contrat, il faut entendre : contrats et conventions d'objectifs, contrats de développement et d'aménagement du territoire, partenariats, contrats de gestion, documents-types, chartes, protocoles d'accord, conventions de garanties d'emprunts, contrats de travail (*assistants familiaux ...*) ...

2. Dispositions spécifiques

a. Aménagement, urbanisme et environnement

- Déclaration de projet pour un projet de travaux, d'aménagements ou d'ouvrages ayant fait l'objet d'une enquête publique au titre des opérations susceptibles d'affecter l'environnement (*articles L 123-1 et s. du code de l'environnement*) et déclaration de projet valant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (*articles L 122-15, L 123-16 et L 300-6 du code de l'urbanisme*)
- Décisions relatives à l'exercice des droits de préemption du Département hors les compétences déléguées au Président du Conseil Départemental en cette matière,
- Décisions ou avis relatifs aux autorisations et décisions prévues par différents codes ou textes (*notamment code de l'urbanisme, code de la construction et de l'habitation, code forestier, code de l'environnement ...*), dans le cadre d'aménagements ou de travaux, en particulier :
 - les autorisations de défrichement
 - les autorisations de prélèvement d'espèces à des fins scientifiques
 - les permis de construire, de démolir et d'aménager
 - les déclarations préalables
 - les déclarations d'intention d'aliéner
 - les demandes d'autorisation de travaux,
 - etc.
- Avis sur les procédures de consultation prévues par le code de l'environnement (ex. avis sur la délimitation des zones vulnérables aux nitrates,...)
- Avis sur les schémas régionaux en matière d'aménagement du territoire et d'environnement (ex. de schémas concernés : SRE, PPA, schéma climat, air, énergie, futur SRADD...)
- Avis sur les outils de gestion et de planification de la politique de l'eau : Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux - SDAGE -, Schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI), etc, ...
- Décisions relatives à la mise en œuvre des procédures exigées par la loi sur l'eau,
- Décisions et avis liés à l'élaboration des documents d'objectifs et à la gestion des sites "Natura 2000"
- Décisions relatives à la procédure de concertation préalable en application des dispositions de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme

b. Expropriation

- Décisions d'approbation de l'autorisation de paiement de l'indemnité d'expropriation pour cause d'utilité publique

c. Déclaration d'utilité publique

- Avis préalable à la déclaration d'utilité publique de projets d'aménagements
- Décisions relatives à la mise en œuvre d'une procédure de déclaration d'utilité publique d'une opération, en particulier ouverture de l'enquête préalable, mise en compatibilité des documents d'urbanisme, et suite à donner au rapport de la commission d'enquête

d. Patrimoine immobilier et mobilier

- Décisions relatives aux transactions immobilières et foncières notamment relatives à la voirie départementale
- Fixation des conditions techniques et financières de délivrance des permissions de voirie et autres occupations du domaine public
- Décisions relatives au classement et au déclassement notamment de routes départementales
- Décisions relatives à l'affectation ou à la désaffectation de biens mobiliers et immobiliers, propriété du Département et utilisés par ses services publics,
- Acquisition et cession d'immeubles (*bâtis, non bâtis*), de matériels et de biens meubles, hormis les aliénations de gré à gré des biens meubles à titre gratuit et jusqu'à 4 600 €
- Conclusion, révision, non-renouvellement et résiliation du louage de choses mobilières ou immobilières relevant du domaine privé ou du domaine public, pour une durée totale (*durée initiale*) supérieure à douze ans **ou** pour un prix ou une redevance d'un montant supérieur à 100 000 € HT par an (*soit 8 300 € HT par mois*), hors charge à la date de conclusion du louage (*cette délégation n'englobe pas les conventions relatives à des louages de choses mobilières pour les besoins du Département, correspondant à des marchés publics*)
- Décisions relatives aux bâtiments appartenant au Département ou qui lui ont été mis à disposition (y compris les collèges) :
 - approbation du programme d'entretien et de maintenance
 - approbation des projets de travaux de construction, restructuration, modification ou démolition
 - approbation de l'ensemble des procédures nécessaires à la mise en œuvre des opérations
 - approbation, modification et résiliation des conventions (concerne également les bâtiments pris en location)
- Décisions relatives au prêt de biens meubles
- Octroi de concessions d'occupation de logements dans les collèges et fixation du montant des prestations accessoires accordées gratuitement

3. En cas d'urgence

- Toute décision, prise de position, engagement, avis sur des matières relevant de la compétence du Département, y compris dans les différents domaines concernés par le processus de décentralisation
- Attribution d'aides en cas de catastrophes naturelles

II. DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX POLITIQUES PUBLIQUES

1 - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

10 - Technologies de l'information et de la communication (TIC)

101 - Réseaux de communication

- Décisions relatives à la définition et mise en œuvre du dispositif d'intervention destiné à favoriser le raccordement des zones d'activités intercommunales aux systèmes d'information
- Décisions relatives aux modalités et objectifs de financement des différentes études stratégiques à lancer en matière de TIC et éventuellement d'expérimentations ponctuelles de dispositif d'intervention
- Décisions relatives à la mise en œuvre des projets dans le cadre de l'aide départementale pour l'accès Internet par satellite
- Ensemble des décisions permettant la mise en œuvre opérationnelle du schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN) Alsace
- Approbation, modification et résiliation de la convention de coopération entre la Région et les deux Départements alsaciens pour le projet THD Alsace, et pour le dispositif d'information et de suivi qui sera proposé aux communes et intercommunalités partenaires du projet

11 - Transports

111 - Transports aériens

- Décisions relatives à la mise en œuvre des programmes relevant de l'axe n° 111 "Transports aériens"
- Aéroport de Strasbourg-Entzheim : ensemble des décisions relatives
 - au programme de travaux dans le cadre de l'aménagement et de la modernisation de l'aéroport
 - à la desserte aérienne européenne :
 - . adaptation du schéma de desserte aérienne des lignes sous obligation de service public (OSP)
 - . approbation du nouveau dispositif de financement des lignes sous OSP pour la période 2015-2016

112 - Transports ferroviaires

- LGV Est Européenne : décisions relatives à la fixation et la mise en œuvre de la participation du Département à la réalisation de la deuxième phase
- LGV Rhin-Rhône : décisions relatives à la fixation et la mise en œuvre de la participation du Département à la première phase de la branche Est

- Décisions relatives à la fixation et la mise en œuvre de la participation du Département à l'extension du réseau de tramway de l'agglomération strasbourgeoise dans le cadre du contrat de projets Etat-Région 2007-2013 (CPER), du contrat triennal "Strasbourg Capitale Européenne" (CTSCE) et du contrat de territoire de l'agglomération strasbourgeoise (CTAS)
- Décisions relatives à la fixation et la mise en œuvre de la participation du Département au projet de tram-train "Strasbourg - Bruche - Piémont des Vosges", dans le cadre du CPER, du CTSCE et du CTAS

113 - Transport fluvial

- Fixation et mise en œuvre de la participation du Département aux projets d'aménagement du Port autonome de Strasbourg (PAS), notamment dans le cadre du CPER, du CTSCE et CTAS

114 - Transport routier interurbain

- Décisions relatives à la mise en œuvre du schéma directeur des transports et des déplacements (SDTD) et du schéma directeur d'accessibilité des transports (SDA)
- Décisions relatives au réaménagement de la gare routière interurbaine de Strasbourg : mise en œuvre du dispositif, organisation de la concertation
- Décisions relatives à l'approbation des études relatives à la réalisation du transport collectif en site propre Ouest (TSPO) entre Strasbourg et Wasselonne
- Lignes du Réseau 67 - Décision d'appliquer ou non le titre de transport "événementiel" à l'occasion de manifestations particulières. Détermination de la période et de la situation dans lesquelles sera appliquée la gratuité
- Décisions relatives au règlement intérieur du réseau 67 (modification, adaptation, ...)
- Transports à la demande : délégations de compétence d'autorité organisatrice de transport de second rang aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)

115 - Transport scolaire

- Décisions relatives aux modifications du Règlement départemental des transports scolaires
- Délégation de compétence à des autorités organisatrices de transport scolaire de second rang (approbation, modification, résiliation)

117 - Actions transversales dans le domaine des transports

- Approbation, modification et résiliation des conventions de signalisation
- Approbation, modification et résiliation des conventions liées aux opérations de contrôle des vélos et de sensibilisation à la sécurité routière à vélo
- Approbation, modification et résiliation des conventions liées aux actions transversales dans le domaine des transports

12 - Routes

121 - Voirie nationale

- Plan de développement et de modernisation des itinéraires routiers (PDMI) Alsace – Approbation, modification et résiliation du contrat-cadre et des conventions particulières concernant chaque itinéraire
- A 355 / Grand Contournement Ouest (GCO) de Strasbourg – Approbation, modification et résiliation de la convention de financement et détermination du montant ainsi que des conditions d'attribution de l'éventuelle participation financière du Département au GCO

122 - Voirie départementale

- Décisions relatives au statut juridique des routes départementales (RD) (*routes express, classées à grande circulation, ...*)
- Décisions relatives aux programmes d'aménagement des RD, des principales caractéristiques des projets relatifs à la voirie départementale ainsi que des opérations sur RD en traverses d'agglomération
- Décisions relatives à la mise en œuvre du dispositif d'intervention dans le cadre de la démarche "1 % paysage et développement" pour la Voie rapide du Piémont des Vosges (VRPV) et la RD 500
- Approbation, modification et résiliation des conventions entre le Département et le PAIR relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive

123 - Voirie communale

- Décisions relatives à la participation financière du Département aux opérations routières spécifiques à maîtrise d'ouvrage de communes ou de groupements de communes

13 - Aménagement, habitat et urbanisme

131 - Plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD)

- Approbation, modification et résiliation des conventions à intervenir pour la mise en œuvre du PDALPD 2010-2014
- Décisions relatives à la réactualisation de la Charte départementale pour l'accompagnement social lié au logement (ASLL)

132 - Aide à la pierre

- Définition des modalités de mise en œuvre des aides à la pierre (*parcs public et privé*)
- Approbation, modification et résiliation des conventions de délégation des aides à la pierre de l'Etat et de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) ainsi que de tout avenant

- Actualisation de la liste des communes caractérisées par un schéma de cohérence territoriale (SCOT) arrêté ou approuvé, comme appartenant aux échelons les plus élevés de l'armature urbaine
- Actualisation de la liste des équipements et caractéristiques subventionnables au titre de l'aide à l'habitat traditionnel bas-rhinois
- Approbation, modification et résiliation des conventions d'utilité sociale avec les organismes HLM volontaires et avec l'Office public de l'habitat (OPH) du Bas-Rhin "OPUS 67" pour lequel le Département est collectivité de rattachement
- Nouvelle politique départementale de l'habitat sur le territoire départemental en dehors de celui de la communauté urbaine de Strasbourg (CUS) :
 - examen du bilan annuel des programmes d'intérêt général (PIG) d'amélioration de l'habitat n° 4 et "Rénov'Habitat 67"
 - décisions relatives à la mise en œuvre d'une mesure d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les bailleurs sociaux en vue de les accompagner dans la réhabilitation énergétique de leur patrimoine
 - décisions relatives à l'évolution du partenariat financier 2014-2016 du Fonds social d'aide aux travaux de maîtrise de l'énergie en faveur des ménages défavorisés, appelé "Warm Front 67"
 - approbation, modification et résiliation du contrat local d'engagement (CLE) 2014-2017 de lutte contre la précarité énergétique mis en place dans le cadre du Fonds d'aide à la rénovation thermique (FART)
 - approbation, modification et résiliation des conventions nécessaires à la mise en œuvre du dispositif de développement des micro-crédits pour l'adaptation des logements à la perte d'autonomie et à la réhabilitation énergétique du parc privé
 - fixation des conditions de mise en œuvre du dispositif "Quartier Plus 67"
 - définition du dispositif applicable au financement de chaque projet retenu dans le cadre de l'appel à projets relatif à l'habitat intergénérationnel
 - approbation, modification et résiliation des conventions de partenariat avec les communes et communautés de communes dans le cadre du soutien à l'habitat traditionnel
 - adoption et modification du texte de l'appel à projets sur l'auto construction accompagnée
- Garantie des risques locatifs : décisions relatives à l'accord partenarial avec le Comité interprofessionnel du logement (CILGERE) et l'Association pour l'accès aux garanties locatives (APAGL) concernant la mise en œuvre opérationnelle du dispositif, ainsi que de tout document rendu nécessaire en raison de son évolution
- Décisions relatives à la mise en œuvre des orientations de la démarche "Territoires 2030" - Généralisation de la territorialisation et actualisation de la politique départementale de l'habitat, notamment:
 - décisions relatives au plan d'actions spécifique de mise en œuvre pour tester la pertinence de la méthode dès 2013 sur le territoire de la communauté de communes de la Région de Brumath et de celle du Rhin
 - ajustement des critères de définition du public prioritaire du contingent réservataire du Département, appelé règlement départemental du logement social (RDLS), et approbation de l'Accord collectif départemental ainsi que de la convention-type de réservation de logements à mettre en œuvre avec les bailleurs HLM
 - décisions relatives au cahier des charges de la démarche d'expérimentation en lien avec le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE), de

- plusieurs opérations "BIMBY" de densification des tissus pavillonnaires existants dans le Bas-Rhin, et définition des modalités opérationnelles de mise en œuvre
- définition des modalités d'engagement financier du projet pour l'habitat adapté à l'autonomie (projet "A3") visant à créer à terme un diagnostic de performance accessibilité, et approbation de la convention correspondante
- Attribution des subventions en faveur des opérations retenues dans le cadre des appels à projets conjoints du Département et de la CUS en vue de la création de résidences pour les jeunes, les seniors et les personnes en situation de handicap sur le territoire de la CUS

133 - Opérateurs de l'habitat

- Mise en place du pôle départemental de l'aménagement et de l'habitat : adhésion au groupement d'intérêt économique (GIE), adoption des statuts, du règlement intérieur et des modalités pratiques d'exécution ainsi que détermination des apports au GIE
- Décisions relatives à la mise en œuvre du soutien financier apporté au plan stratégique de patrimoine de l'Office public de l'habitat (OPH) du Bas-Rhin "OPUS 67"
- Approbation des statuts de la Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) "Habitat de l'III" ainsi que du montant de la participation retenue dans le cadre de l'entrée du Département au capital de cette SCIC
- Approbation d'un nouveau pacte d'actionnaires de "La Strasbourgeoise Habitat", à conclure entre "Procivis Alsace", "ASTRIA" et le Département ainsi que ses éventuelles modifications

135 - Aménagement et urbanisme

- Approbation et résiliation des conventions nécessaires à l'instruction des demandes d'autorisation au titre du droit des sols dans les collectivités qui le souhaitent, et adoption des avenants aux conventions existantes avec les collectivités dont le droit des sols est instruit par les services du Département
- Approbation et modification des modèles de convention à intervenir avec les collectivités intéressées par l'accompagnement technique du Département à la voirie et à l'aménagement (ATVA)
- Avis sur les documents de planification (plans d'occupation des sols - POS, plans locaux d'urbanisme - PLU, schémas de cohérence territoriale - SCOT...) en vertu du code de l'urbanisme
- Avis sur la délimitation du périmètre de révision des schémas directeurs ou des SCOT
- Décisions de prendre en considération la mise à l'étude d'un projet avec délimitation d'un périmètre pour l'application de l'article L 111-10 du code de l'urbanisme

Adoption, adaptation et modification des conditions particulières d'utilisation et de réutilisation des plans cadastraux dans le respect des principes arrêtés

137 - Interventions sur le foncier

- Définition des modalités de mise en pratique des orientations en matière de stratégie foncière

- Décisions relatives à la mise en œuvre des objectifs et attribution des participations financières dans le cadre de la convention entre l'Etablissement public foncier local (EPFL) du Bas-Rhin et le Département

2 - DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

- Décisions relatives à l'Agenda 21 départemental et au plan d'actions de l'Agenda 21 de deuxième génération
- Décisions relatives à l'inscription à l'Agenda 21 des projets correspondant aux priorités nouvelles du Département qui doivent être traitées sous l'angle du développement durable,
- Ajustement des modalités d'articulation de la démarche d'accompagnement des collectivités locales qui se dotent d'un Agenda 21 ou d'un projet territorial de développement durable avec le renouvellement des Contrats de territoire

21 - Développement économique

210 - Enseignement supérieur et recherche

- Décisions relatives aux éventuelles modifications des conventions liées au financement des opérations en matière d'enseignement supérieur et de recherche

211 - Coopération transfrontalière, européenne et internationale

- Approbation, modification et résiliation des conventions liées à des appels à projets européens
- Décisions relatives à la mise en œuvre du programme INTERREG IV A Rhin Supérieur 2007-2013 et du programme INTERREG V A Rhin Supérieur 2014-2020: approbation des conventions, contrats et avenants à venir (*y compris en matière de financement*) ainsi que leur résiliation
- Décisions relatives aux éventuelles modifications ou résiliation de la convention concernant la reconduction du Secrétariat commun et du "Fonds commun de coopération Rhin Supérieur" de la Conférence franco-germano-suisse du Rhin Supérieur sur la période 2013-2018
- Décisions relatives aux éventuelles modifications ou résiliation de la convention de coopération ou des statuts concernant le Groupement local de coopération transfrontalière (GLCT) "Institut pour la coopération transfrontalière / Euro-Institut"
- Décisions relatives aux éventuelles modifications ou résiliation de la convention concernant le fonctionnement et le financement de l'Infobest Kehl/Strasbourg
- Approbation des éventuelles modifications des statuts du GLCT Eurodistrict REGIO PAMINA,
- Adhésion à l'association TRION-climate e.V. : approbation des éventuelles modifications à venir notamment des statuts,
- Attribution des aides financières dans le cadre du dispositif départemental visant à faciliter l'accès effectif des jeunes Bas-rhinois au service civique allemand (Bundesfreiwilligendienst) au vu des critères d'attribution définis et dans la limite du budget arrêté

212 - Développement économique

- Décisions relatives aux éventuelles modifications statutaires de la Société d'économie mixte locale (SEML) "ALSABAIL"
- Décisions relatives à la mise en œuvre du dispositif "ALSABAIL"
- Décisions relatives à la mise en œuvre des dispositifs d'aides à l'immobilier et au foncier d'entreprises : pépinières d'entreprises, hôtels d'entreprises, bâtiments-relais, commerces de proximité, plates-formes départementales d'activités, zones d'activités intercommunales
- Décisions relatives aux avenants aux conventions financières conclues dans le cadre de la création des plates-formes départementales d'activités et des zones d'activités intercommunales, avenants qui auront été négociés afin de revoir le partage de la fiscalité professionnelle de zone et le rythme de remboursement des avances consenties
- Décisions relatives à la mise en place avec la Région Alsace et le Département du Haut-Rhin d'un dispositif commun de soutien en faveur de la résorption des friches économiques : attribution des aides correspondantes et adaptation en tant que de besoin des documents techniques de ce dispositif
- Ensemble des décisions ainsi que l'approbation, la modification et la résiliation de tous les actes et convention relatifs à la Maison de l'Alsace à Paris : notamment liées à la gestion de la réhabilitation, à la mise en exploitation et à la gestion de la propriété indivise en particulier des modalités de l'Entente avec le Département du Haut-Rhin,
- Approbation, modification et résiliation de la convention pluriannuelle de financement de l'Etablissement public d'exploitation du livre foncier informatisé (EPELFI)
- Soutien à la création de locaux permettant l'accueil de commerces de proximité : décisions relatives à la mise en œuvre du dispositif incluant l'approbation des conventions à conclure entre les maîtres d'ouvrage et le Département, et l'approbation des adaptations ponctuelles susceptibles d'intervenir ainsi que la résiliation éventuelle de ces convention

213 - Animation et promotion économiques

- Décisions relatives à la mise en œuvre des modalités de partenariat avec "OSEO Régions" (anciennement "SOFARIS Régions") dans le cadre d'un fonds départemental de garantie pour les concours consentis par le système bancaire et financier aux très petites, petites et moyennes entreprises du Bas-Rhin - Approbation des dossiers éligibles et adaptations éventuelles à apporter au dispositif
- Décisions relatives à la mise en œuvre des modalités de partenariat avec la Société interprofessionnelle artisanale de garantie d'investissements (SIAGI) - Approbation des dossiers éligibles, versement trimestriel de la participation du Département aux commissions dues à la SIAGI par les entreprises bénéficiant de la garantie bancaire et adaptations éventuelles à apporter au dispositif
- Dans le cadre de la démarche "TIC et santé - Innovation pour l'autonomie" :
 - Décisions relatives aux modalités techniques et financières de soutien et de mise en application des dispositifs "réseau de démonstrateurs" et "expérimentations opérationnelles de solutions de lien social"
 - Pôle d'excellence rurale (PER) "L'innovation pour l'autonomie" - Décisions relatives aux éventuels avenants ou résiliation de la convention-cadre avec l'Etat ainsi que définition et attribution des aides du Département aux opérations composant le PER

- Décisions relatives aux modifications à intervenir au niveau de l'Entente interdépartementale en matière de Silver Economie, ne remettant pas en cause le principe général de l'Entente.

214 - Plan de développement touristique du Bas-Rhin

- Décisions relatives à l'exécution et au suivi de la stratégie de développement du tourisme en Alsace prorogée en 2015-2016 et approbation d'avenants éventuels
- Décisions relatives à l'exécution et au suivi du dispositif de soutien à l'hôtellerie familiale et indépendante commun aux Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ainsi qu'à la Région Alsace et mise en œuvre et suivi des appels à projets annuels en faveur de l'hôtellerie alsacienne
- Décisions relatives à la fixation et mise en œuvre des engagements du Département dans le cadre de la Convention interrégionale du Massif des Vosges (CIMV) et de la Charte du Mont Sainte-Odile, ainsi que dans l'aménagement du massif du Mont Sainte-Odile.

215 - Agriculture

- Décisions relatives aux modalités de mise en œuvre et d'exécution du Plan pour la compétitivité et l'adaptation des exploitations agricoles (PCEA),

22 - Développement local et cohésion urbaine

221 - Développement local en milieu rural

- Contrats de développement et d'aménagement du territoire :
 - décisions relatives aux bilans annuels et aux révisions à mi-parcours
 - approbation, modification et résiliation des contrats de nouvelle génération à venir
 - adaptations ponctuelles au cadre méthodologique d'élaboration des contrats de territoire
 - ajustements et révisions du guide de référence pour les aides aux communes et intercommunalités, applicable aux contrats de territoire de deuxième génération
- Décisions relatives à la mise en œuvre de la promotion et du soutien des démarches territoriales de développement durable
- Décisions relatives aux modalités d'application de la convention d'objectifs 2014-2016 conclue avec le Syndicat de coopération pour le Parc naturel régional des Vosges du Nord (SYCOPARC)

222 - Développement local en milieu urbain

- Approbation des décisions et conventions d'application des Contrats triennaux "Strasbourg Capitale Européenne" (CTSCE) et notamment, de toutes les décisions relatives aux modalités d'application et aux modifications concernant le CTSCE **2015-2017**

- Décisions relatives aux avenants simplifiés ou globaux destinés à actualiser les engagements du Département et des autres partenaires financiers dans les conventions conclues avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) en faveur de la rénovation urbaine des quartiers
- Définition des modalités de mise en œuvre du partenariat entre l'Agence de développement et d'urbanisme de l'agglomération strasbourgeoise (ADEUS) et le Département, notamment adoption du programme partenarial

23 - Protection de l'environnement

- Décisions relatives au Plan climat énergie territorial (PCET) et aux modifications ultérieures éventuelles des dispositions du PCET

231 - Lutte contre les pollutions

- Avis sur les projets de plans relatifs à la prévention et à la gestion des déchets
- Définition des modalités de mise en œuvre des plans déchets et programmes afférents

232 - Gestion de l'eau

- Décisions relatives à la mise en œuvre, sous maîtrise d'ouvrage départementale, et approbation des Schémas d'aménagement, de gestion et d'entretien écologique des cours d'eau (SAGEECE) et des Schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE)
- Décisions relatives à la mise en œuvre de la maîtrise foncière publique de la gestion respectueuse de l'environnement dans les corridors verts dans le cadre des SAGEECE et/ou SAGE
- Décisions relatives à la mise en œuvre du réseau d'intérêt départemental (RID) d'observation de la qualité des cours d'eau
- Gestion du domaine public fluvial relatif au Canal de la Bruche : conclusion, modification et résiliation de tout contrat ainsi qu'approbation de tout acte de disposition ou d'administration concernant la gestion du Canal de la Bruche, à l'exclusion des actes de nature budgétaire
- Décisions relatives à la mise en œuvre du dispositif d'accompagnement (animation, conseil, assistance technique et assistance à maîtrise d'ouvrage) des collectivités locales en matière de gestion des cours d'eau et de prévention des inondations

233 - Aménagement de l'espace rural et santé animale

- Décisions relatives aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention foncière avec la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) Alsace (*ex : ajustement à la baisse du montant du fonds*)
- Décisions relatives à la mise en œuvre des opérations d'aménagement foncier (*ex : commissions d'aménagement foncier, avis sur la proposition de périmètre, de mode d'aménagement foncier ...*)

234 - Autres actions environnementales

- Décisions relatives à la mise en œuvre des dispositions du schéma départemental de gestion des espaces naturels sensibles (ENS)

- Décisions relatives à la mise en œuvre dans le détail et au cas par cas de la politique concernant les ENS, notamment dans le cadre du partenariat avec la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) Alsace (examen du bilan annuel, individualisation des frais de fonctionnement annuels et reconduction de la convention)
- Décisions relatives à la mise au point des modalités d'extension du dispositif de lutte anti-moustiques
- Mise en œuvre et détermination des modalités d'application du programme "agri-environnemental" (ex : contenu et objectifs des CAD, mesures agri-environnementales - MAE et mesures agri-environnementales et climatiques - MAEC, examen de l'individualisation annuelle des crédits sur la base des avis de paiement émis par les services de l'Etat ...)
- Décisions relatives à la mise en œuvre du dispositif concernant la politique concertée d'éducation à l'environnement, en particulier :
 - approbation des décisions de la commission de labellisation des Centres d'initiation à la nature et à l'environnement (CINE)
 - définition, dans la limite des crédits inscrits au budget, de la participation financière au programme pluriannuel d'investissement, de remise à niveau et de soutien au fonctionnement des différentes structures d'éducation à l'environnement ainsi qu'aux programmes d'actions annuels coordonnés par l'Association régionale pour l'initiation à l'environnement et à la nature en Alsace (ARIENA)

3 - EPANOUISSEMENT DE LA PERSONNE

31 - Education et formation

312 - Enseignement secondaire

- Décisions relatives aux budgets des collèges
- Dénomination des collèges
- Décentralisation - Financement des emplois aidés "adjoints techniques des collèges" (ATC) : décisions de prise en charge financière
- Modification de la carte scolaire : approbation des modifications de secteurs de recrutement des collèges
- Détermination du montant de la participation exceptionnelle attribuée aux collèges chargés d'accueillir les formations des personnels de restauration au plan de maîtrise sanitaire départemental, ainsi que les réunions territorialisées d'information des personnels des collèges organisées par le Département
- Examen du bilan du test de la réalisation de prestations par le Laboratoire départemental d'analyses pour le compte de la Direction des collèges, sur douze sites pilotes et décision de poursuite éventuelle des actions au vu de ce bilan
- Approbation, modification et résiliation de la convention à intervenir entre le Département, la Région Alsace et la Ville de Strasbourg pour désigner la collectivité de rattachement et les modalités de répartition des charges du nouvel établissement public local d'enseignement dénommé « Ecole Européenne de Strasbourg »

32 - Culture et patrimoine

321 - Actions culturelles

- Décision relative au versement du solde de la subvention annuelle au titre de la participation du Département au fonctionnement de l'Association départementale d'information et d'action musicales et chorégraphiques du Bas-Rhin (ADIAM 67)
- Décisions relatives à la mise en œuvre de l'appel à projets "Manifestations artistiques d'excellence départementale" à destination des compagnies, artistes et collectifs bas-rhinois et notamment l'adoption du règlement, après avis de la commission de la culture, du patrimoine et de la mémoire

322 - Conservation du patrimoine

- Décisions d'acceptation des dépôts, mises à disposition et autres, en matière d'archives privées
- Décisions relatives à l'exercice du droit de préemption prévu par la législation sur les archives (*article L 212-35 du code du patrimoine*)
- Décisions relatives à la réutilisation d'informations publiques produites et conservées par les Archives départementales du Bas-Rhin : adaptation et modification du

règlement général de réutilisation et de ses annexes ainsi que détermination des sanctions en application de ce règlement

- Approbation de tous les actes d'administration relatifs à la gestion du Château du Haut-Koenigsbourg, à l'exclusion des actes de nature budgétaire
- Décisions relatives à la mise en œuvre du projet de monument du Château du Haut-Koenigsbourg et demande de labellisation comme centre culturel de rencontre
- Approbation, modification et résiliation de tout contrat ainsi que approbation de tout acte de disposition ou d'administration en lien avec l'adhésion du Département au syndicat mixte "Musée Lalique", à l'exclusion des actes de nature budgétaire
- Décision relative au versement du solde des subventions annuelles au titre de la participation du Département au fonctionnement du syndicat mixte "Musée Lalique" et du Pôle d'archéologie interdépartemental rhénan (PAIR)
- Attribution d'avantage financier dans le cadre du dispositif d'aide aux publications exceptionnelles des sociétés d'histoire

323 - Développement de la lecture publique

- Décisions relatives à la mise en œuvre du dispositif "Territoires de lecture" en faveur du développement des bibliothèques et de la lecture publique

324 - Politique mémorielle

- Décisions relatives au soutien financier à la recherche scientifique sur la Seconde Guerre mondiale et approbation, modification et résiliation de la convention de financement correspondante
- Attribution des soutiens financiers dans le cadre de l'extension de ce dispositif aux travaux de doctorat et de master liés à l'histoire de l'Alsace, sans limitation à une période spécifique, soutien pouvant prendre la forme de plusieurs aides annuelles, et approbation, modification et résiliation des conventions correspondantes

33 - Jeunesse, sports et loisirs

331 - Activités sportives et de loisirs

- Décisions relatives à la mise en œuvre de la programmation départementale concernant l'aménagement de terrains de grands jeux en gazon synthétique
- Décisions relatives aux modalités de participation du Département à la réalisation du golf public de la Sommerau (hors décision budgétaire) et notamment adoption de toute modification mineure des statuts du syndicat mixte
- Décisions relatives à l'évolution du site du Plan d'eau de Plobsheim-Krafft : approbation de tout contrat ou acte ou d'administration en lien avec le projet "Le Tournant du Rhin", à l'exclusion des actes de nature budgétaire
- Décisions relatives à la mise en œuvre du Plan départemental des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature (PDESI)

332 - Jeunesse

- Centre de formation "défense deuxième chance" : approbation, modification et résiliation de la convention à intervenir entre l'Etablissement public d'insertion de la défense (EPIDe) et le Département
- Service civique : décisions relatives à la mise en œuvre du dispositif dans les services du Département et demande d'agrément

4 - AIDE A LA PERSONNE

- Décisions relatives à la mise en œuvre des dispositifs d'intervention avec des personnes morales de droit public ou privé en matière d'aide et d'action sociales, de protection de l'enfance, de protection maternelle et infantile, de prévention sanitaire et d'insertion sociale ou professionnelle, de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle (*revenu de solidarité active - RSA, aide aux jeunes en difficulté, fonds de solidarité pour le logement - FSL, ...*)
- Actualisation du règlement départemental d'aide sociale
- Décisions relatives à la modification des modalités de financement de la délégation de compétences en matière sociale et médico-sociale entre la ville de STRASBOURG et le Département -

42 - Enfance et famille

- Décisions relatives aux modalités de mise en œuvre du rapprochement entre le Foyer départemental de l'enfance et le Foyer de la jeunesse "Charles Frey"
- Décisions relatives à la mise en œuvre du plan d'actions prévu par le Schéma départemental 2012-2016 en faveur de l'enfance et de la famille
- Décisions relatives à la mise en œuvre du Schéma départemental d'accompagnement des parents.

43 - Personnes handicapées

- Approbation de tous les actes, conventions et décisions rendus nécessaires pour la mise en œuvre et l'application du Schéma départemental en faveur des personnes en situation de handicap
- Décisions relatives à l'utilisation du chèque emploi service universel (CESU) comme outil de paiement de la prestation de compensation du handicap dans le cadre de l'emploi direct

44 - Personnes âgées

- Décisions relatives à la coordination de l'action sociale en faveur des personnes âgées et mise en œuvre de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), y compris utilisation du chèque emploi service universel (CESU) comme outil de paiement de l'APA dans le cadre de l'emploi direct
- Approbation de tous les actes, conventions et décisions rendus nécessaires pour la mise en œuvre et l'application du Schéma gérontologique départemental

45 - Personnes en situation de précarité

- Examen, définition et validation de la mise en œuvre du Programme départemental de l'insertion (PDI) ainsi que du Pacte territorial de l'insertion (PTI)
- Décisions relatives à la mise en œuvre des contrats relevant du champ de l'insertion
- Décisions relatives à la mise en œuvre de la programmation Fonds Social Européen (FSE) 2014-2020 et approbation, modification et résiliation des conventions nécessaires
- Décisions relatives à l'expérimentation d'un contrat aidé de sept heures par semaine comme nouvel outil d'insertion à destination des bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) - Examen, définition et approbation des conditions de mise en œuvre précises de cette expérimentation
- Décisions relatives à la mise en œuvre du revenu de solidarité active (RSA) et adaptation du dispositif départemental d'insertion, et en particulier :
 - Approbation, modification, résiliation de la convention relative à l'orientation des bénéficiaires du RSA et à l'articulation des intervenants, à intervenir entre le Département et l'ensemble des partenaires du champ professionnel
 - Approbation, modification, résiliation des conventions de gestion de l'allocation de RSA, à intervenir entre le Département et respectivement la Caisse d'allocations familiales (CAF) et la Mutualité sociale agricole (MSA)
 - définition de la composition et du fonctionnement des instances de pilotage local du dispositif (équipes pluridisciplinaires)
- Décisions relatives à la révision des conditions d'octroi de l'aide à la mobilité du Département en faveur des bénéficiaires du RSA
- Décisions relatives aux dispositifs concernant le renforcement des modalités de contrôle de la situation des bénéficiaires du RSA ainsi que les modalités de financement de l'hébergement d'urgence et de l'organisation territorialisée du Fonds de solidarité pour le logement (FSL)
- Approbation, modification, résiliation de tout contrat, convention ainsi que approbation de toute mesure d'application concernant le champ de l'économie sociale et solidaire
- Toutes décisions relatives à l'Association "Relais Chantiers"
- Décisions relatives aux modalités de mise en œuvre des orientations nouvelles en faveur des personnes en situation de précarité
- Définition des modalités de mise en œuvre utiles au déploiement des expérimentations (allocataires du RSA) et approbation, modification et résiliation des conventions nécessaires à ce titre :
 - . pour les allocataires du RSA durablement éloignés de l'emploi
 - . pour les allocataires éloignés de l'emploi
 - . pour la création d'un comité de concertation avec les usagers
- Décisions relatives à la mise en œuvre du dispositif expérimental visant à lutter contre les violences faites aux femmes
- Dans le cadre des mesures en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes, décisions relatives à la mise en place d'un dispositif expérimental permettant la mobilisation des jeunes par des actions collectives de type "ateliers de remobilisation"

- Définition des modalités de mise en œuvre et de gestion du dispositif de protection juridique des majeurs et des parents

46 - Lieux d'accueil du public

- Approbation, modification et résiliation de toute convention ou mesure d'application concernant le Pacte social local, dans le cadre des orientations définies

5 - ADMINISTRATION GENERALE

a. Elus

- Décisions relatives à la prise en charge des dépenses liées aux déplacements des conseillers départementaux ainsi qu'à l'exercice des mandats spéciaux et des missions confiés aux conseillers départementaux, accompagnés le cas échéant de collaborateurs départementaux et/ou de tiers
- Décisions relatives aux modalités d'affectation des moyens pour le fonctionnement des groupes d'élus
- Décisions concernant la création, la composition et le fonctionnement de la commission consultative des services publics départementaux
- Répartition des dotations cantonales et de l'enveloppe départementale au titre du fonds de soutien à la vie associative (FSVA)
- Désignation de représentants du Conseil Départemental dans divers organismes

b. Gestion administrative

- Décisions relatives à l'adhésion et au retrait d'associations et autres organismes privés à but lucratif ou non, hormis les sociétés d'économies mixtes,
- Décisions relatives au paiement de la cotisation annuelle aux associations conformément à leurs statuts
- Approbation des indemnités de sinistre afférentes aux contrats d'assurance, d'une valeur égale ou supérieure à 100 000 € HT par sinistre
- Souscription et modification des contrats d'assurance
- Décisions relatives à l'octroi d'indemnités provisionnelles dans le cadre de litiges opposant le Département à des tiers, dès lors que le principe de la créance n'est pas sérieusement contestable
- Conclusion de transactions au nom du Département
- Modification des limites cantonales ou communales
- Décisions relatives au classement de communes ou de groupements de communes en stations hydrominérales, climatiques, de tourisme ou de sports d'hiver
- Approbation des décisions de mise en œuvre du système d'information du Conseil Départemental et de ses services, notamment les schémas directeurs du système d'information, l'extranet départemental et ses extensions, la charte d'utilisation "technologies de l'information et de la communication" (TIC) (*études et mises à jour éventuelles*)

c. Finances

- Octroi des garanties d'emprunts ¹
- Modification du règlement financier départemental et de ses annexes
- Répartition du produit communal et intercommunal du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle dans le cadre des critères fixés par le conseil départemental
- Répartition des recettes du produit des amendes de police et de la redevance communale des mines dans le cadre des critères fixés par le Conseil Départemental
- Définition du cadre de négociation pour les ventes de certificats d'économies d'énergie dans le cadre des critères fixés par le Conseil Départemental

d. Ressources humaines

- Décisions relatives aux modalités de gestion du temps de travail dans les services du Département
- Décisions relatives aux modifications éventuelles à apporter au règlement relatif au compte épargne temps
- Décisions relatives à la mise à disposition de personnel
- Fixation du nombre de représentants aux commissions administratives paritaires (CAP), au comité technique paritaire (CTP) et au comité d'hygiène et de sécurité (CHS)
- Décisions à intervenir avec le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Bas-Rhin et le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), y compris en ce qui concerne l'organisation de concours
- Décisions relatives au règlement sur la prise en charge des abonnements de transport pour les agents du Département
- Décisions relatives aux modifications relatives au dispositif en matière de déplacements professionnels des agents du Département
- Approbation, modification et résiliation des conventions d'insertion professionnelle, intégrée dans un programme de soins, susceptibles d'être conclues entre le Département, un centre de réadaptation fonctionnelle et tout agent du Département visé par une démarche d'insertion professionnelle suite à un congé pour maladie ou accident de service
- Fixation de la participation financière du Département au coût des repas pris par les agents du Département, leurs conjoints et leurs enfants, dans un restaurant administratif géré par le Département
- Fixation de la valeur faciale des titres restaurant délivrés aux agents concernés du Département, et de la part de cette valeur prise en charge par le Département
- Approbation, modification et résiliation des conventions permettant aux agents du Département de bénéficier d'un dispositif de restauration compatible avec la localisation de leur poste de travail

¹ Le président informera annuellement le Conseil Départemental de l'ensemble des garanties d'emprunts que la commission permanente aura accordées au cours de l'année N-1 dans le cadre de cette délégation, et dressera un tableau récapitulatif de l'ensemble des garanties d'emprunts existantes.

- Approbation des modalités de mise en œuvre de la politique d'action sociale en faveur des agents du Département

e. Divers

- Approbation des décisions et conventions d'application du contrat de plan Etat-Région (CPER) 2014-2020,
- Approbation des décisions relatives à la mise à disposition des services de l'Etat et à la mise en œuvre pratique des transferts de compétence dans le cadre de la décentralisation dans le cadre des grands principes fixés par le Conseil Départemental
- Approbation, modification et résiliation de la convention et des décisions en matière d'échanges de données géographiques avec le Pôle d'archéologie interdépartemental rhénan (PAIR)
- Approbation des conventions avec la Caisse des dépôts et consignations (CDC) dans les domaines du développement économique, de l'habitat et des infrastructures de transport
- Approbation des décisions et des actes nécessaires à la protection et la valorisation des biens matériels et immatériels appartenant au Département par le biais du droit d'auteur, du droit des marques, du droit des dessins et modèles
- Approbation, modification et résiliation des contrats d'acquisition de droits d'auteur au profit du Département ou de cession de ces droits ou de concession de ces droits au bénéfice du Département ou d'un tiers
- Acceptation de l'ensemble des dons et legs faits en toute matière au Département, qui sont grevés de conditions et charges
- Approbation des orientations stratégiques en matière d'aménagement et d'urbanisme portant sur le positionnement du Département en facilitateur de projet, via la mise en synergie de l'ingénierie publique territoriale au service des collectivités locales et le positionnement du Département en coordonnateur pour la mise en œuvre des politiques publiques
- Autorisation d'agir au nom du Département dans le cadre de toutes les actions à intenter et de défendre le Département dans toutes les actions intentées contre lui devant les instances consultatives de toutes natures existantes en droit français intervenant en matière précontentieuse
- Approbation, modification et résiliation des contrats de coproduction d'œuvres audiovisuelles, multimédia, d'expositions et d'éléments interactifs auxquels le Département est partie, ainsi que leurs avenants.